

Il y a un an, l'Amphithéâtre Lemoigne était occupé par les étudiants qui votaient la grève, bloquaient leurs facs, se rassemblaient en Assemblées Générales et organisaient le mouvement contre le CPE.

Le CPE a été le contrat précaire de trop qui a fait exploser la colère. Malgré cette première victoire, le chômage et la précarité subsistent et la jeunesse en est la première victime.

Aujourd'hui, en France 70% des jeunes commencent leur carrière professionnelle par un emploi précaire, et ce y compris dans la fonction publique.

Quand ils n'enchaînent pas les stages non rémunérés, les jeunes sont payés 40% de moins que les autres salariés.

Pour les jeunes, comme pour les autres travailleurs, le SMIC à 1500€ et le CDI doivent être la règle !

La précarité, c'est aussi le sort que connaissent les jeunes scolarisés. Aujourd'hui, un étudiant sur deux est salarié.

Ils constituent une main d'œuvre corvéable à merci pour de célèbres chaînes de restauration rapide ou pour les boîtes d'intérim.

Et maintenant ce sont même des dizaines de milliers de lycéens qui sont obligés de se salarier. Beaucoup ne parviennent pas à finir leurs études.

Nous exigeons la création d'une allocation d'autonomie pour tous les jeunes, à hauteur du SMIC revalorisé pour étudier, se former, chercher un premier emploi.

Le patronat doit la prendre en charge par le biais de cotisations sociales.

L'autonomie est un droit fondamental de la jeunesse, les patrons exploitent et licencient les travailleurs pour s'en mettre plein les poches. C'est à eux de payer !

Nouveau cadeau fait aux patrons, le gouvernement veut faire de l'éducation un marché rentable. Le rapport Hetzel vise à renforcer la professionnalisation et la sélection, notamment à l'entrée de l'université.

C'est l'accès aux grandes écoles pour les uns, les licences professionnelles chargées de clientèle au crédit mutuel pour les autres ! !

Plutôt que de satisfaire aux demandes du patronat qui veut récupérer gratuitement une main d'œuvre bon marché, l'Etat doit se réengager financièrement dans l'éducation pour garantir le droit aux études pour tous

Avec le gouvernement Sarkozy, ce ne sont pas que les attaques antisociales qui pleuvent, les coups de matraque aussi.

Il faut dire que le ministre de l'intérieur n'aime pas beaucoup faire face aux révoltes et aux mobilisations massives.

Des émeutes de novembre 2005 au mouvement contre la précarité du printemps dernier, les explosions sociales ont épousé des formes différentes. Pourtant tous ces jeunes se sont confrontés au même Etat, aux mêmes bataillons de CRS, aux mêmes procès à la chaîne.

Tout est bon pour nous réduire au silence ! A Metz, 9 jeunes ont été condamnés pour avoir participé à une action contre le MEDEF et au blocage de la gare. Personne ne doit être condamné pour avoir osé affronter le gouvernement ! Personne ne doit être condamné pour s'être révolté contre le système !

Tous les jeunes inculpés doivent être amnistiés !

Sarkozy traite les jeunes de racailles, il condamne toute une génération à la précarité.

Et on s'étonne que les jeunes des quartiers se soulèvent ? Et ce sont eux que l'on taxe de violence ? 200 personnes ont été assassinées par la police depuis 30 et la majorité d'entre elles avait moins de 20 ans.

C'est cette société qui est violente, c'est à l'injustice sociale qu'il faut s'attaquer !

La violence, c'est aussi celle du racisme et des discriminations. Le Pen n'est pas loin et ses idées ont imprégné la classe politique. Sarkozy chasse les sans papiers jusque dans les écoles, les lycées et les facs !

Tous les sans papiers doivent être régularisés ! Une carte d'étudiant doit donner droit à une carte de séjour !

Quant aux jeunes issus de la colonisation ils sont les premières victimes de l'arbitraire policier. Ils sont toujours suspectés de ne pas dire bonjour aux personnes âgées, de vendre de la drogue avant de devenir des amis de Ben Laden.

Les plus réactionnaires nous rabâchent même que leur penchant polygame menacent les droits des femmes.

Mais que font ces nouveaux féministes pour garantir aux femmes la libre disposition de leur corps ?

Les pilules les mieux adaptées ne sont pas ou peu remboursées, le manque d'infirmières scolaires empêchent beaucoup de jeunes filles de se procurer la pilule du lendemain, le droit à l'avortement est menacé par la dégradation des hôpitaux publics.

Et ils ne font rien d'autre, ils ne s'inquiètent pas alors que 40 000 étudiantes sont obligées de se prostituer pour boucler leurs fins de mois et que 14% des jeunes femmes de 18 à 21 ans ont été victimes de violences sexuelles.

Malgré les belles paroles ils ne se préoccupent pas non plus de l'homophobie. Rares sont ceux qui osent encore attaquer ouvertement les homosexuels.

Mais cette « tolérance » cache mal les insultes, les violences et les discriminations.

Que vaut le baratin électoraliste quand le rectorat de l'académie Nancy-Metz refuse à l'association « Couleurs gaies » l'accréditation qui faciliterait ses interventions d'éducation contre l'homophobie dans les établissements scolaires ?

L'égalité des droits est un principe non négociable !

Le mariage est loin de nous faire rêver mais chacun doit être libre de choisir de se marier ou non !

Rien à part l'homophobie ne justifie que l'on remette toujours cette question à plus tard !

Il nous répètent que 20 ans c'est le plus bel âge de la vie, mais le constat est moins réjouissant.

Si nous laissons faire Sarkozy la génération des jeunes qui ont actuellement entre 16 et 25 ans vivra moins bien que celle de ses parents !

Face à une droite autoritaire, raciste et à la botte des patrons,

face à la gauche sociale libérale de Ségolène Royal qui propose à la jeunesse l'endettement, les contrats tremplins, les allocations bidons et l'encadrement militaire, la solution est dans une gauche de combat, une gauche qui mène les luttes dans les urnes mais surtout dans la rue !

Et c'est ça que nous a montré le mouvement contre le CPE. Il nous a montré la voie à suivre pour réellement changer les choses et gagner.

Il nous a montré que la lutte paie et ça faisait quelques années que cela n'était pas arrivé.

Il nous a montré qu'on était capable de s'organiser et de décider nous même.

Pour nous c'est ça la vraie démocratie : les assemblées générales, les coordinations.

Ce qui nous a permis de faire céder le gouvernement c'est la combinaison d'une grève majoritaire dans la jeunesse, des blocages, des la radicalité d'une jeunesse prête à aller jusqu'au bout.

Mais surtout ce qui a fait peur au gouvernement, c'est quand il a vu que la jeunesse avait la capacité d'entraîner dans la lutte bien plus largement qu'elle !

Quand il y a eu des manifestations de 3 millions de personnes unissant jeunes et salariés. Ce qui leur a fait peur ce sont les liens qui pouvaient se tisser, c'est la possibilité de généralisation de la grève.

L'enseignement qu'il faut tirer de ce mouvement, c'est qu'en s'organisant et en comptant sur nos propres forces on gagne !

S'organiser, on pense qu'il faut le faire en permanence et pas seulement au moment des explosions parce qu'en face la classe dirigeante est organisée en permanence.

On pense qu'il est temps que ceux qui font fonctionner cette société, c'est à dire les jeunes et les travailleurs, la contrôlent et la dirigent.

Parce que c'est nous qui produisons les richesses, il est temps que nous puissions enfin décider de notre avenir,

Parce que tout est à nous, parce que notre avenir vaut plus que leurs profits !

Ce que nous proposons à tous les jeunes qui sont prêts à se battre contre ce système, à tous ceux qui n'en peuvent plus de ces politiques, c'est de ne pas relâcher la pression, c'est de s'organiser et rejoindre les JCR !

Parce que notre combat n'a pas de frontière, nous organisons chaque année des Rencontres Internationales qui regroupent des jeunes du monde entier qui se battent pour une autre société démocratique et égalitaire débarrassée de l'exploitation et des oppressions ! Nous appelons tous les jeunes à y participer.

Le 22 avril, ce qui sera utile c'est d'être nombreux à voter pour Olivier Besancenot !

Voter pour sa candidature, c'est dire qu'on ne se laissera plus faire, c'est déposer un préavis de grève, c'est lancer un appel à la lutte !